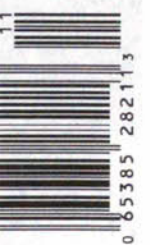




Le Couac

Un drôle d'oiseau



Vol. 12 • n° 2 Novembre 2008 3,50 \$

Quand la « main invisible » perd la tête

« Le plus petit marchand Est savant sur ce point : Pour sauver son crédit Il faut cacher sa perte »

Jean de La Fontaine

Quelle surprise, et surtout quel bonheur, de lire une analyse de la Fondation Jean-Jaurès qui dit entre autres ceci : « Nous proposons de mettre en avant une approche théorique nouvelle, fondée sur les notions de besoin ou d'économie des besoins. »

J'entends encore Marcel Pepin en 1971 alors que, comme président de la CSN et coordonnateur du Front commun inter-syndical qui négociait les conditions de travail de plus de 200 000 travailleuses et travailleurs des secteurs public et parapublic, il affirmait qu'il faudrait dorénavant payer le monde non plus selon les lois du marché, mais plutôt selon les besoins des hommes et des femmes.

J'entends encore les cris d'effroi des commentateurs à la solde du pouvoir, des économistes et des éditorialistes à la défense du désordre établi. Quel scandale ! S'opposer de la sorte aux sacrosaintes lois du marché ! Faut être détraqué, ou pire encore, communiste, pour tenir pareils propos ! Quoi ? Tasser la main invisible, celle qui guide si bien le marché, dans l'intérêt de tous, à commencer bien sûr par les moins bien nantis, pour la remplacer par on ne sait quoi ? Des mécanismes de régulation, par exemple ! Ô horreur !

Si les conséquences n'étaient pas aussi catastrophiques pour des millions de petits épargnants, la tentation serait forte aujourd'hui de ne pas réprimer, ne serait-ce qu'un sourire, devant cette déroute d'un capitalisme ayant atteint de nouveaux sommets dans l'immoralité.

Quel flip-flop en effet que celui effectué par les républicains, entre le 20 janvier 1981 et le 20 septembre 2008.

Il y a près de 30 ans, Ronald Reagan déclarait, en endossant ses habits présidentiels : « Les maux économiques dont nous souffrons s'en iront parce qu'en tant qu'Américains, nous avons maintenant la

capacité de faire ce qu'il faut pour préserver le dernier et le plus grand bastion de liberté. Dans la crise actuelle, L'État n'est pas la solution à notre problème ; l'État est le problème. »

Il y a quelques semaines, George W. Bush devait avouer : « Eh bien, mon premier instinct n'était pas de déployer un énorme plan de l'État. Mon premier instinct était de laisser faire le marché, jusqu'à ce que je réalise, une fois informé par les experts, l'ampleur qu'avait prise le problème. »

Si l'évêque Rémy avait été là, il aurait dit à George la même chose qu'à l'empereur Clovis, le 25 décembre 496 : Courbe la tête, fier Sicambre. Adore ce que tu as brûlé, brûle ce que tu as adoré... Car comme changement de trajectoire idéologique, c'est assez radical merci !

Car le problème auquel W fait allusion a pris une telle ampleur qu'il fait ravalier à plusieurs leurs professions de foi néolibérales. Ainsi, le lundi de l'Action de grâce, c'est pas moins de 2000 milliards de dollars que les banques centrales des États – de l'argent public, ne l'oublions pas – avaient allongés aux banques privées pour les maintenir à flot. Aux USA, en France, en Angleterre, en Allemagne.

De grands prêcheurs comme Guy Sorman ne veulent pourtant pas se repentir. Lui qui répliquait le 3 février dernier à ceux qui osaient condamner le capitalisme financier : « En dépit de ses panes, le marché financier mondialisé, avec ses nouveaux produits dérivés, représente un progrès économique considérable : plus de risques, répartis sur un plus grand nombre d'investisseurs, permettent à un plus grand nombre d'entrepreneurs dans le monde de prendre le pari d'innover et de créer des richesses vraies... » Allô ? Des richesses vraies ? Vraiment ? Il faudrait l'optimisme

À NOTRE SAUVETAGE ! C'EST LE PEUPLE QUI PAIE LA TOURNÉE !



de Thérèse d'Avila pour y croire.

Sorman récidivait pourtant, pas plus tard que le 4 octobre, écrivant ceci : « Le discours présent, tonitruant, revanchard, et antilibéral sur la nécessaire réglementation et l'indispensable retour à l'État n'est que populisme, relent de l'étatisme, voire nostalgie du marxisme. »

Après les grands remèdes des États, les gros mots des thuriféraires du capital, en somme.

Mais quand on est au-dessus de tout, on est incorrigible. En témoigne cette semaine faste que les dirigeants de la compagnie d'assurance AIG, qui venait d'être sauvée de la faillite par une injection de 85 milliards de dollars puisée dans l'argent des contribuables, ont passée dans un luxueux complexe hôtelier en Californie. Elle a coûté 450 000 \$, cette semaine, dont 28 000 \$ consacrés aux seuls massages de ces dirigeants à la peau tendre. En témoigne aussi ce repas offert aux courtiers de Fortis, entreprise sauvée elle aussi par des fonds publics : 225 000 \$ qu'il a coûté, ce repas servi au restaurant Louis XV de l'Hôtel de Paris à Monte-Carlo.

Le vieil adage a toujours cours : Privatisation des bénéfiques, socialisation des pertes. On pourrait ajouter, à l'endroit de ces grands banquiers et financiers : Où il y a de la gêne, y a pas de plaisir, hein.

MICHEL RIOUX

L'avenir du Couac dépend de toi

Camarade, si je t'interpelle aujourd'hui de façon un peu cavalière, c'est que l'heure est grave. Car si tu lis ces lignes, c'est qu'on a finalement réussi à gratter nos fonds de tiroirs pour faire imprimer ce numéro de novembre du Couac. Eh oui, une fois de plus on a de l'eau à la hauteur des narines (ou le couteau sur la gorge, au choix). Mais cette fois-ci, ça y est, le compte est vide. En fait, il est plus que vide puisque l'exercice financier 2008 s'est soldé par une perte de près de 4 000 \$.

Si on te garroche ce chiffre en pleine figure, camarade, c'est qu'on ne sait plus comment attirer ton attention sur nos finances plus que précaires. En effet, tu es le premier à nous rappeler par tes courriels lyriques à quel point notre travail est comme un rayon de soleil qui transperce de sa lumière diaphane l'écran de fumée du cartel « grands-médiocres-pub-grosses-compagnies » qui te pourrit l'existence.

Mais ce journal indépendant que tu chéris et qui a plus de 10 ans derrière la cravate ne sais-tu pas qu'il se meurt à petit feu ? On t'a déjà demandé, camarade, de nous trouver juste un autre abonné, ce qui réglerait du coup nos problèmes financiers. Mais à part lui, lui, elle, elle et elle, tu n'as pas voulu, ou pas pu, ou pas su.

Comme toi camarade, on est souvent dépassé, embarrassé ou agacé par les sollicitations, collectes de fonds et autres suppliques pour toutes les bonnes causes de la terre. Mais là, il s'agit de ton canard, camarade. Et il a du plomb dans l'aile en ce moment. À toi de voir si tu veux encore l'entendre faire des Couacs dans la belle fanfare médiatique qui joue à l'unisson. Ou si tu le veux empaillé sur ta cheminée.

Comble de l'ironie (eh oui, c'est notre destin...), en ce moment, il y a plein de nouveaux collaborateurs qui se manifestent et une nouvelle maquette graphique pour rajeunir le canard dès le prochain numéro.

Notre aventure est donc entre tes mains. Et tu as deux façons plutôt qu'une de nous aider : 1) abonner pour Noël l'ami, l'amant, le parent, le collègue, le connard d'en face, bref cette personne qui te sera éternellement reconnaissante de lui avoir fait découvrir le Couac; et 2) venir te délester de quelques dollars dans la joie et l'allégresse vendredi soir le 12 décembre prochain lors de notre « plus-que-jamais-nécessaire-soirée-bénéfice-annuelle » qui aura lieu dans la somptueuse salle du Comité Social Centre-Sud situé au 1710 Beaudry à Montréal !

Les détails de cette soirée décisive te seront fournis dans le prochain numéro. Si nos cartes de crédit nous permettent de l'imprimer...

L'ÉQUIPE DU COUAC

The lesser of two evils

Des nouvelles des entrailles de l'Empire II

Il faut au moins leur donner ça, aux Américains, ils ont le sens du show. Les élections présidentielles américaines sont les olympiques de la démocratie néo-libérale. Elles se tiennent aux quatre ans et couronnent le nouveau roi de l'Empire, le porteur de drapeau des quatre prochaines années.

Les élections présidentielles américaines n'ont rien à voir avec une campagne électorale de 40 jours à la mode canadienne. Le processus officiel des élections primaires et des caucus par État débute dix mois avant les élections du 4 novembre et, dans bien des cas, la campagne à la nomination pour les candidats de chacun des partis se met en branle dès le mi-mandat de la présidence précédente.

Évidemment, le processus en appelle donc à un grand show, mais ce qui rend le spectacle fondamentalement intéressant, ce sont les acteurs... et le décor.

En guise de scène de fond... deux guerres officielles et nombre d'interventions armées à travers le globe pour maintenir la paix et la démocratie, des body bags par milliers, une crise économique digne de la grande dépression, un plan de renflouage financier qui permet aux banques de continuer d'opérer et qui force Joe six-pack et sa femme hockey mom à la rue, incapable de payer leur hypothèque. Et comme figurants à cette tragédie américaine – nouveau twist de la tragédie grecque, avec encore plus de sang, de scandales et de grossesses non désirées-, des millions d'Américains qui commencent à se dire que ça n'a pas de bon sens.

Tout à coup, on entend le discret murmure de voix discordantes qui entonnent ensemble un mélange de *We shall overcome* et *Give peace a chance*, avec Willie Nelson

à la guitare. Ces voix s'unissent et chantent vivement. Et c'est alors que de cette foule disparate, s'élève une voix profonde : « *Change is possible* ». Un nouvel héros est né.

Barak Obama est l'enfant promis.

Démocrate. Métis. Il est le premier *African-american* à avoir une réelle chance¹ de remporter la présidence. Toute une campagne s'est élaborée autour de sa candidature, principalement sur les thèmes du changement et de l'espoir. Évidemment, après huit ans de Bush II, Barak Obama est un vent d'espoir et emporte avec lui tous les hippies désillusionnés, les jeunes en quête d'identité et les organisateurs communautaires essouffés par huit ans de coupures et de financement conditionnel à des critères farfelus, menant, entre autres, au financement du planning familial pro-vie. Bien que garant de changement, Obama reste, au plus, un candidat démocrate socialement progressiste.

Il est indéniablement progressiste dans plusieurs de ses politiques sociales : pour l'équité salariale, contre le profilage racial, pro-choix; pour une diminution des impôts de la classe moyenne et pour une plus grande imposition des entreprises; pour améliorer l'accessibilité à l'éducation supérieure; et un fervent défenseur de la séparation de l'église et de l'État. Il soutient toutefois le fait de terminer la guerre en Irak – une guerre injuste – pour pouvoir ainsi investir troupes et argent dans la guerre en Afghanistan – une guerre juste cette fois-ci (sic). Il est un ardent défenseur du libre-échange, du secteur privé, de la responsabilité individuelle; promouvant le développement de technologies douteuses comme le « charbon propre » pour se sauver de l'emprise pétrolière de l'Arabie Saoudite et du Venezuela.

Bref, Obama est l'équivalent d'un candidat péquiste progressiste, voir peut-être un québécois solidaire qui rêve du bon vieux temps de Lévesque, se rappelle de la fébrilité qui planait dans l'air en 68 et pense aujourd'hui que « consommer, c'est voter », sauf évidemment aux quatre ans quand déposer son bulletin dans l'urne devient le symbole suprême de la citoyenneté responsable. Obama est garant de changement, certes, mais à l'intérieur d'un système tellement exigu, que d'un côté ou de l'autre, la place au changement reste étroite.

L'enthousiasme autour de la campagne d'Obama est rafraîchissant. Mais apeurant à la fois. Car il est inquietant de voir à quel point l'espoir d'un peuple peut résider dans un changement si petit. Comme si toutes ces années de déception avaient rendu les Américains incapables de rêver plus grand. Obama, s'il est élu, apportera une détente souhaitable, tant aux États-unis que partout au monde. Mais les Américains seront-ils déçus de réaliser qu'il ne peut transformer l'eau en vin et les sauver d'un système ignoble et barbare?

Parce que même avec Obama à la présidence américaine, il faudra toujours chanter...

*We shall all be free
We shall all be free
We shall all be free some day*

EMILIE E. JOLY

¹ Barak Obama est le septième candidat *African-american* à se présenter à des élections présidentielles, après Shirley Chisholm (1972), Rev. Jesse Jackson (1984 et 1988), Lenora B. Fulani (1988 et 1992), Alan Keyes (1996 et 2000), Rev. Al Sharpton Jr (2004) et Carol Moseley Braun (2004). C'est toutefois la première fois qu'un candidat *african-american* représente officiellement un des deux principaux partis.



Le compteur de l'inadmissible

Au 1^{er} novembre 2008, cela fait **1035 JOURS** que Abdelkader Belaoui se terre dans l'Église St-Gabriel pour ne pas être déporté. Pour l'aider : www.soutienpourkader.net

1 000 jours en sanctuaire

Le 27 septembre 2008 a marqué le 1 000^e jour que Abdelkader (Kader) Belaoui passe confiné dans l'église Saint-Gabriel, car on lui refuse la liberté de vivre dans sa communauté de Pointe-St-Charles entouré de centaines d'amis et supporters.

Le 1er janvier 2006, Kader, un homme algérien sans statut, entre en sanctuaire à Montréal pour éviter un ordre de déportation injuste d'Immigration et Citoyenneté Canada. Malgré le support débordant que Kader a reçu de tous les secteurs de la société durant ces 1 000 jours en sanctuaire, incluant plus de 250 organisations de la société civile, il demeure un prisonnier ne pouvant pas quitter l'église par peur d'être arrêté et déporté.

Une manifestation au Carré Phillips a réuni une centaine de sympathisants de Kader autour du premier dévoilement grand public de la murale mobile, créée durant le fin de semaine du 9 et 10 août 2008 par un groupe d'artistes et écrivains locaux et de renom international.



Ivan Apaolaza Sancho déporté malgré les risques de torture

« Le pire dans la torture n'est pas qui la subie, mais bien qui l'accepte. [...] C'est ainsi que se dévoilent les sociétés endormies et soumises qui se croient libres et démocratiques, qui acceptent le rêve trompeur d'une paix merveilleuse qui rappelle celle des chimères. »

Éva Forest. Torture en Pays Basque, Rapport 2002

Au moment où j'écris ces lignes, le 19 octobre 2008, le basque Ivan Apaolaza Sancho vient d'être mis en prison en Espagne où il a atterri quelques heures plus tôt. L'Espagne, un pays largement reconnu pour avoir régulièrement recours à la torture pour soutirer de l'information, particulièrement lorsqu'il s'agit de prisonniers basques soupçonnés d'appartenir à l'ETA. Ce n'est pas moi qui le dit, mais Amnistie Internationale, le Comité de l'ONU contre la Torture et le Comité Européen pour la Prévention de la Torture.

La veille, samedi le 18, vers 13h, des agents des Services Frontaliers sont arrivés à la prison de Rivière-des-Prairies, au nord de Montréal, Québec, Canada, terre de nos aïeux et de la charte des droits et des libertés. Ils ont menotté et enchaîné Ivan Apaolaza Sancho, l'ont amené à l'aéroport PET et l'ont mis dans un vol vers Madrid.

Cela faisait plus de 15 mois qu'Ivan était détenu à Rivière-des-Prairies. En juin 2007, il avait été arrêté sur le traversier Lévis-Québec par la GRC. Il faisait une balade à vélo. Ivan aime beaucoup le vélo. Tellement qu'il avait pédalé de la Colombie Britannique, où il avait résidé plusieurs années, jusqu'au Québec. Mais le 20 juin 2007, Ivan a dû se séparer de son vélo. Pour un bon bout de temps...

Une semaine avant son arrestation, une conférence organisée par la Cour fédérale s'était tenue à Ottawa. Intitulée « L'administration de la justice et la sécurité nationale dans les démocraties », cette rencontre comptait plusieurs invités internationaux, dont le juge Baltazar Garzon, grand inquisiteur en chef pour le tribunal de sécurité national d'Espagne. Et comme par hasard, une semaine après, un mandat d'arrêt émis par l'État espagnol et relayé par le ministère de l'Immigration du Canada, accusait Ivan d'être lié à l'organisation nationaliste basque armée ETA. Allégation qu'il a toujours niée catégoriquement.

Cette « coïncidence » n'était pas sans en rappeler une autre : celle de l'arrestation des Basques Gorka Perea Salazar et Eduardo Plagaró Perez de Arriluzea en avril 2001, une semaine après que le très honorable premier ministre de l'époque, Jean Chrétien, avait accueilli en visite à Ottawa son tout aussi honorable homologue José María Aznar. Triste impression de « déjà vu » qui en dit long sur le fonctionnement réel de

la justice internationale.

Toujours est-il que la Commission sur l'Immigration et le Statut de Réfugié (CISR) a par la suite admis que la confession utilisée par les autorités espagnoles pour accuser Ivan avait probablement été obtenue sous la torture. Mais elle a dans la foulée accepté l'affirmation du gouvernement espagnol selon laquelle d'autres preuves existeraient, et ce malgré le fait que ce dernier n'ait produit aucun élément pour appuyer ces affirmations. La Cour fédérale a ensuite refusé de revoir la décision de la CISR, choisissant à son tour d'ignorer les lourdes questions portant sur l'usage de la torture qui entourent ce dossier.

On pourrait ici rappeler que le Canada est signataire de la Convention contre la torture. Comme 145 autres États, le Canada s'est ainsi engagé à déclarer la torture hors la loi et à interdire explicitement d'invoquer des « ordres supérieurs » ou des « circonstances exceptionnelles » pour justifier des actes de torture. On pourrait surtout le rappeler à la plupart des journalistes des grands médias qui ont « dormi au gaz » comme d'habitude dans cette affaire, le fantôme de Maher Arar ne semblant pas troubler outre mesure leur paisible sommeil.

Par conséquent, vendredi le 17 octobre, seul deux journalistes s'étaient déplacés pour le point de presse organisé par le comité de soutien d'Ivan Apaolaza Sancho à l'aéroport PET. On y a pourtant rappelé de façon fort éloquent aux autorités canadiennes leur responsabilité directe dans les conséquences de la déportation d'Ivan, et leur imputabilité s'il devait subir des mauvais traitements ou la torture.

Le même jour, une manifestation a également eu lieu à Dublin, en signe de solidarité avec Ivan. Jeudi le 16, des délégations avaient été organisées à Londres et à Beyrouth auprès des représentants locaux du gouvernement canadien. À Montréal, un rassemblement avait eu lieu devant les bureaux du Premier Ministre du Canada et du bureau de l'Agence des Services Frontaliers.

On y avait alors rappelé l'une des méthodes de torture utilisée par la garde civile Espagnole : on met simplement un sac de plastique sur la tête du prisonnier et on sert le sac autour du cou afin de priver le cerveau d'oxygène jusqu'à l'évanouissement. Quand la personne reprend connaissance, elle est dans un tel état de confusion qu'elle peut dire ou signer à peu près tout ce qu'on lui demande. Et la beauté de la chose, comme disait l'avocat William Sloan qui a défendu Ivan au Québec, c'est que ça ne laisse pas de trace...

Dans les semaines qui viennent, il sera très important de maintenir la pression sur les autorités canadiennes et espagnoles afin qu'elles assurent la sécurité d'Ivan dans les prisons espagnoles. Il est possible de le faire en suivant les instructions au www.peoplescommission.org/ivan_fr.php.

BRUNO DUBUC

☾

soumettez vos projet avant le 1^{er} février
www.nuitdelaphilo.com

LUX EN LIBRAIRIE



Noam Chomsky
COMPRENDRE LE POUVOIR
L'indispensable de Chomsky

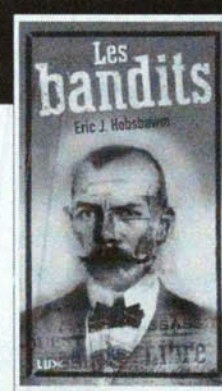
Les discussions et conférences rassemblées dans *Comprendre le pouvoir* donnent une perspective profonde et généreuse pour l'évaluation de l'état du monde et pour la compréhension du pouvoir, depuis le fonctionnement des médias modernes jusqu'à la globalisation, en passant par le système d'éducation, les crises environnementales, les stratégies militantes, et plus encore.



Voltairine de Cleyre
D'ESPOIR ET DE RAISON
Écrits d'une insoumise

Textes réunis et présentés par Normand Baillargeon et Chantal Santerre

Pionnière du féminisme américain et poétesse, celle qui se définissait comme une « anarchiste sans qualificatif » propose une réflexion originale qui touche à un très large éventail de sujets, notamment l'économie, la libre pensée, la philosophie, la religion, la criminologie, la littérature et l'action directe non violente.



Eric J. Hobsbawm
LES BANDITS

Des « Haidoucs », bandits des Balkans, en passant par Pancho Villa ou Billy the Kid, le grand historien britannique Eric J. Hobsbawm retrace dans cet ouvrage passionnant l'histoire mouvementée du « banditisme social ». Le « bandit social » est un personnage à la frontière de la pure violence et de la rébellion légitime ; son existence soulève ainsi une question toujours actuelle : comment passer, pour les dépossédés, de la délinquance à la révolte politique ?

www.luxediteur.com

Laïcité

Des groupes de pression réclament qu'on remplace la Croix du Mont-Royal par un symbole non-religieux; on propose une valeur universelle : un signe de piasse illuminé.

MURISONIE

Art civilisé

Afin de s'attirer la sympathie des artistes, Stephen Harper a confié au Couac qu'il joue du piano depuis longtemps, même s'il ne touche ni aux noires ni aux pédales.

MURISONIE

Le Couac

6940, rue Jogues
Montréal (Québec) H4E 2W8
Téléphone : (514) 596-1017



Vous voulez collaborer au Couac ?

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes (max. 700 mots)/dessins/photomontages par courriel au info@lecouac.org

www.lecouac.org

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

CO-RÉDACTEURS EN CHEF : Guillaume Beaulac, Bruno Dubuc, Simon Tremblay-Pepin.

COLLABORATEURS : Isabelle Baez, Pierre de Bellefeuille, Benoît Breville, Claude G. Charron, Eric Demers, Bruno Dubuc, René Girard, Marie Giro, Emilie E. Joly, Philippe Marchand, Martin, LoCa Noregreb, Marie-Eve Quirion, Yvon D. Ranger, Michel Rioux, Jaggi Singh, Mohamed Smith-Gagnon, Valentin Tardi, Pierre Vadeboncoeur.

CORRECTION : Isabelle Baez

ILLUSTRATIONS ET PHOTOS : Bobidoche, Boris, Serge Ferrand, Luc Giard, Rémy, Valentin Tardi.

MISE EN PAGE : Coopérative Molotov - molotovcoop.org

IMPRIMÉ PAR : Hebdo-Litho

DISTRIBUÉ PAR : Gladu distribution

Abonnement et publicité : (514) 596-1017

ISSN 1480-2074 • No de publication (Poste Canada) I213369

Imprimé au Québec

POUR S'ABONNER

Par téléphone : (514) 596-1017

Par la poste : Le Couac

6940, rue Jogues, Montréal (Québec) H4E 2W8

Adressez votre chèque à : Le Couac.



- Abonnement d'un an : 30,42 \$ + taxes = **35,00 \$**
- Abonnement de deux ans : 52,15 \$ + taxes = **60,00 \$**
- Abonnement institutionnel et de soutien : 52,15 \$ + taxes = **60,00 \$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98 \$ + taxes = **260,00 \$**
- Abonnement d'un an à l'étranger : 43,46 \$ + taxes = **50,00 \$**

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____



Les abstentionnistes remportent encore les élections fédérales!

15 octobre 2008, lendemain de veillée électorale. Le système électoral canadien vient une nouvelle fois de démontrer son « plus-meilleur » statut face à toute idée d'alternative de structure politique envisageable.

Aux élections d'octobre dernier, se sont 13 832 972 d'entre « nous » qui se sont laissés sonder, soit 59 % de la population. Ce pourcentage est loquace : un tel désintérêt politique ne s'est pas vu depuis les élections du 29 septembre 1898, (20 ans avant l'obtention du droit de vote par les femmes au fédéral, le 24 mai 1918) soit il y a 110 ans!

En 2008, c'est 41 % des personnes ayant le droit de vote qui ont choisi de ne pas l'exercer, succombant à l'inertie ou encore préférant ne pas s'abaisser à cautionner de leur participation un système aussi déplorable qu'inéquitable. Le résultat final se découpe comme suit :

| | Résultat officiel ¹ | Résultat pondéré ² | Députation |
|----------------|--------------------------------|-------------------------------|------------|
| Les Conservés | 37,6 % | 22,22 % | 143 |
| Parti Libéral | 26,2 % | 15,48 % | 76 |
| Bloc Québécois | 10,0 % | 5,91 % (Québec : 66 %) | 50 |
| NPD | 18,2 % | 10,75 % | 37 |
| Parti Vert | 6,8 % | 4,02 % | 0 |

Conclusion : 77,78 % des personnes éligibles à voter au Canada ne se sont PAS prononcées en faveur de Stephen Harper et de son gouvernement.

L'avis d'ensemble

Notre structure politique, la « moins-pire-o-cratie », envoie tous les 4 ans une trois-centaine de monsieur-madame tout-le-monde, parler au nom de 20 000 à 40 000 autres citoyen.ne.s chacun.e.

Au Canada, plus de 23,4 millions de personnes dites 'majeures', parce qu'elles ont passé leurs 18 ans – un âge auquel les locuteurs de voiture n'osent même pas nous faire confiance – ont l'autorité de décider qui tirera le mieux la couverture du bord de leurs caprices. Dupées dans les campagnes, stressées dans les villes, on mise sur la relative pauvreté intellectuelle de ces personnes et leur crédulité anxieuse pour leur faire gober n'importe quelle sauce démagogique.

Ainsi, pour des types comme André Arthur, Maxime Bernier ou Josée Verner sont mandatés d'aller trancher, au nom de l'ensemble, des questions aussi graves que : dans quelles régions du monde enverrons-nous nos soldats (et nos impôts) tuer les paysans sous prétexte d'envoyer leurs filles à l'école? Comment appliquer des opinions désinformées à la criminalisation de l'adolescence? Comment rajouter des craintes aux femmes en remettant en question leurs affranchissements, alors qu'on libère de toute contrainte les hommes d'affaires *red necks* pour leur permettre de faire les plus polluants des profits?

Voter, c'est acheter!

La seule satisfaction à tirer de cette dernière campagne : la réélection de Meili Faillie du BQ, par une majorité de plus de 11 400 voix sur le ministre jamais élu, Michael Fortier. Cette victoire bloquiste ne laisse aucune équivoque quant à l'inimitié de la population envers ce dernier, tant dans son comté qu'ailleurs au Québec, et ce malgré les appuis des élites métropolitaines.

Que ce ministre NON-ÉLU connaisse une si cuisante défaite contre une femme compétente, surtout après sa prétentieuse tournée lancée pour dénoncer le mauvais « retour sur investissement » des député.e.s bloquistes ÉLU.E.S, voilà qui sent la justice poétique. Ça ne valait peut-être pas les 300 millions \$ que cette élection nous aura collectivement coûté mais ce seul résultat aura éloquemment démontré à Fortier et à ses Conservateurs qu'au Québec, on préfère encore défendre notre modèle et nos valeurs que de se compromettre pour le pouvoir.

À son arrogance de prétendre « qu'il vaut mieux un joueur sur la glace qu'un supporteur dans l'estrade », sa propre circonscription lui a répondu qu'il vaut mieux une supporteure dans les estrades, qui prend pour notre équipe, qu'un joueur sur la glace, qui compte dans notre propre but.

Maintenant, si on pouvait seulement changer la politique pour qu'elle ne se confonde plus avec une partie de hockey...

LOCA NOREGREB

1 Résultats tirés du site d'Élections Canada - http://en.elections.ca/National_f.aspx

2 En pourcentage du total des électeurs et électrices éligibles à voter



La culture-objet

Les initiatives citoyennes en défaveur des visées conservatrices dans le domaine des arts et de la culture ont afflué durant la dernière campagne électorale, surtout sur le web, et contrairement à plusieurs commentateurs et commentatrices, je ne crois pas que la culture soit « essentielle à » un peuple. Je ne crois pas non plus qu'elle soit ni « nécessaire », ni « utile ».

Si ces derniers termes apparaissent entre guillemets, c'est pour mettre l'accent sur le fil conducteur qui les lie tous : la culture se dévoile ici sous un sens objectivé qui la livre à une interprétation mesurable, quantifiable et qualifiable et la soumet à une lecture techniciste opérationnelle. La culture ne peut être cela. Je suis loin d'être le premier à le clamer : la culture ce n'est pas une marchandise. On ne peut pas être « pour » ou « contre » la culture, on ne peut pas non plus être « pour » ou « contre » les arts. Cela m'apparaît être une aberration sémantique et de surcroît un biais proprement mercantile.

Cette culture-objet, on la retrouve à mon plus grand désarroi dans l'argumentaire de ceux et celles qui devraient à mon sens éviter ce piège plus que quiconque, soit les artistes eux-mêmes. Tabler sur un argumentaire de rendement économique de l'« industrie » culturelle, tel que de nombreux artistes et autres commentateurs et commentatrices de l'actualité ont mis de l'avant pour défendre le « milieu », c'est se rendre et se soumettre à l'argument que l'art est une marchandise. Certes, tabler sur le sens premier des arts et de la culture n'est pas très vendeur dans les *mass médias*, mais c'est la seule façon d'en conserver les qualités premières de manifestation sensible du réel exempté de considérations mercantiles.

La culture, donc, ce n'est pas quelque chose d'« essentiel à » un peuple, c'est plutôt « l'essentiel de » ce peuple ; ça en est l'essence, le fluide qui le caractérise et le maintient. La culture c'est ce qui permet à un peuple de se reproduire comme sujet politique dans le temps, dans la durée. C'est par la culture qu'un peuple – ou une nation – se reproduit historiquement. C'est de cette façon qu'il comprend par où il est passé ; c'est de cette façon qu'il se voit amené à réfléchir sur ce qu'il est aujourd'hui ; enfin, c'est de cette façon qu'il se construit une image de lui-même qu'il peut projeter dans l'avenir et reproduire par sa pratique.

Les pratiques d'un peuple se doivent d'être en adéquation avec la culture qui lui est propre sans quoi il y aura un décalage, une faille qui ne cessera de croître et qui entachera inévitablement à jamais la reproduction du sujet. Un exemple patent de cela se vit aujourd'hui au Canada. Richard Desjardins et Robert Monderie l'ont fort bien explicité dans leur dernier documentaire *Le peuple invisible* (2007, ONF) : assujettir et tenter d'annihiler la culture d'un peuple, tel que nous l'avons fait subir aux nations autochtones, c'est tendre à les *invisibiliser* – pour reprendre l'intitulé du documentaire – non seulement d'un point de vue extérieur, mais encore plus tristement de l'intérieur, dans la mesure où un peuple qui se voit de moins en moins, qui ne se reproduit plus culturellement (c'est-à-dire qui ne raconte plus les légendes d'autrefois, qui connaît de moins en moins les chants traditionnels, qui adopte des modes de vie caractéristiques des civilisations occidentales, qui perd ses habitudes de chasses et achète sa viande en supermarché, etc.) est un peuple qui se vide de son essence petit à petit, qui fragmente sa mémoire collective.

Anthropologiquement parlant, l'art est une fenêtre par laquelle l'humanité se regarde. Il exprime un reflet que celui ou celle qui regarde est invité à saisir, percevoir ou sentir. Autrement dit caricaturalement, l'art est la manifestation de surface d'une culture, ce qui la rend perceptible. Censurer certaines pratiques artistiques et par extension l'art lui-même – pris au sens large; c'est obstruer la vue que nous avons de nous-mêmes, c'est ignorer une partie de la production culturelle (entendu ici comme production de culture à travers les pratiques sociales), c'est se couper d'une partie de nous-mêmes.

Comment être sans passé? Comment être sans savoir? Comment être sans voir l'autre et sans se voir? Comment être sans projections, sans projets de devenir? Au fond, comment devenir sans être?

PHILIPPE MARCHAND

Les boss n'ont pas la bosse des maths

Les conservateurs passent de 11 à 10 sièges. La Presse titre : le PC se maintient. Le Bloc passe de 48 à 50 sièges. La Presse titre : Le Bloc faiblit. Savent pas compter, chez Power.

Panique

Le Canada au grand complet est en état de panique depuis la mort de l'ex-sénateur Gérald Beaudoin, la seule personne au monde qui comprenait la constitution canadienne.

MUSIRONIE

Prochaine étape

Chicken Dion a perdu tellement de plumes qu'il ne reste qu'à trouver le goudron pour l'enduire avant de le chasser d'Ottawa.

MUSIRONIE

Avancée scientifique

La communauté scientifique a salué l'entrée en fonction du plus grand accélérateur de particules au monde, un outil exceptionnel mis au point afin de comprendre une fois pour toutes comment Chicken Dion a réussi à devenir chef du Parti Libéral du Canada.

MUSIRONIE

L'information sociale et syndicale cachée sous les draps de Julie Couillard

Accident du travail sur un chantier de construction à Portneuf : un ouvrier tué, écrasé par une grue (11/9/08)

A cause des conditions de sécurité déplorables, un ouvrier meurt électrocuté sur un chantier à Saint-Marthe-sur-Lac (30/9/08)

Le syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP) appelle au boycott de Petro-Canada, suite au lock-out des employés qui dure depuis 10 mois (25/9/08)

Plus de 50 travailleurs de l'usine « Matériaux spécialisés » de Louiseville sont en grève depuis mars 2008

Total de ces 4 informations sociales

« Affaire » Julie Couillard (du 1/9/08 au 7/10/08)

| | | | | | | |
|-----------------------------|-------------------------------|-------------|-----------------------------|--|--|--|
| Le Devoir | Rien | Rien | Rien | Rien | Rien | 3 articles, 2 brèves 1781 mots |
| La Presse | Rien | Rien | Rien | Rien | Rien | 10 articles, 7 brèves 7172 mots |
| Le Soleil | Rien | Rien | Rien | Rien | Rien | 8 articles, 8 brèves 4643 mots |
| La Presse Canadienne | 1 article 370 mots | Rien | 1 brève 145 mots | 1 article, 1 brève 523 mots | 2 articles, 2 brèves 1038 mots | 7 articles, 3 brèves 3885 mots |
| Total | 1 article 370 mots | Rien | 1 brève 145 mots | 1 article, 1 brève 523 mots | 2 articles, 2 brèves 1038 mots. | 28 articles, 20 brèves 17481 mots |

BENOÎT BREVILLE



Lettre à Michelle Courchesne

Madame la ministre, Affirmons d'emblée : le naufrage des projets immobiliers de l'UQAM n'est pas dû aux professeurs, chargés de cours, employés et étudiants. Le naufrage financier causé par les projets de l'îlot voyageur et du complexe des sciences est le résultat direct d'un sous-financement chronique de notre système d'éducation en général et du réseau universitaire en particulier.

Loin de nous l'idée de justifier les projets téméraires et fautifs du précédent recteur Roch Denis. À cet égard, il faut rappeler que les seuls acteurs s'étant opposés à ces projets, sont ceux, madame Courchesne, que vous pourfendez maintenant dans votre projet de réforme de la gouvernance des universités.

Aujourd'hui, madame la ministre, dans un élan de révisionnisme historique, vous voulez faire porter à la communauté universitaire, la casquette du capitaine qui a conduit l'UQAM vers les récifs. Vous prétendez que pour redresser le navire, il faut nous chasser du pont. À la cale les irritants matelots qui ont osé pointer les dangers qui nous assaillent ! Voudriez-vous par hasard, placer à la barre de notre beau navire quelques amis pirates ? Si vous comptez sur notre silence pour la réussite de votre vilaine entreprise, vous serez bien déçue !

Prenant pour prétexte une situation aussi déplorable que celle de l'UQAM, vous prétendez que nos institutions seraient mieux gérées entre les mains de membres externes, peu informés des enjeux propres à chacune des institutions. Cette affirmation nous semble renversante. S'appuyant sur le « Rapport du groupe de travail sur la gouvernance des universités du Québec » énonçant douze principes de gouvernance, madame veut imposer les préjugés qu'elle entretient à propos de la saine gestion, et cela, au nom de l'autonomie. Soulignons, à cet égard, quatre idées présentes dans votre projet de réforme :

L'autonomie, c'est la tutelle

Formation de conseils d'administration composés majoritairement de membres indépendants (principe 5).

Ces membres provenant de l'entreprise privée seraient, selon vous, par essence, plus responsables. Ces membres externes seraient plus aptes à prendre des décisions respectant les intérêts de l'ensemble de la collectivité. Vous semblez oublier plusieurs scandales financiers, citons quelques exemples pour vous rafraîchir la mémoire : Enron, Norbourg, Nortel, etc. Si ces exemples sont insuffisants, la crise financière chez nos voisins du sud saurait peut-être vous convaincre...

Mise en place de trois comités du conseil, soit le comité de vérification, le comité de ressources humaines et le comité de gouvernance et d'éthique (principe 8).

Bonnes idées ! Ces comités existent déjà dans la plupart des institutions. Ils devront cependant, à l'avenir, faire leur travail et cela, n'est nullement garanti par la présence mensuelle de membres externes.

La transparence, c'est les huis clos

Rédaction de comptes complète et transparente (principe 12). Pour atteindre la transparence, selon vous, les observa-

teurs de la communauté universitaire devraient être exclus du conseil d'administration ! Rappelons encore une fois que ce sont ces mêmes observateurs qui, les premiers, ont sonné l'alarme à propos des projets qui vous servent maintenant de prétexte pour arrimer les universités au modèle privé de gestion.

La démocratie c'est la désignation

La sélection d'un recteur perçu comme légitime et crédible (principe 11).

Contrairement au modèle en place à l'UQAM, vous suggérez qu'un recteur nommé par le conseil d'administration serait plus légitime qu'un recteur élu par la communauté universitaire. Vous laissez entendre que le processus électoral décourage les meilleures candidatures. Cette affirmation nous semble particulièrement de mauvais goût provenant d'une élue !

Plusieurs intervenants provenant de divers milieux ont exprimé leurs réticences ou leur franche opposition à votre projet, madame Courchesne. Soulignons que, pour notre part, nous sommes ouverts à des solutions novatrices. Après mûre réflexion, nous convenons que cette saugrenue réforme semble, à certains égards, plutôt intéressante. C'est ainsi que nous vous proposons le marché suivant :

- Considérant votre incapacité de mettre fin au sous-financement des institutions universitaires ;
- Considérant les nombreux problèmes liés à la construction du CHUM ;
- Considérant votre incapacité à juguler les nombreux dépassements de coûts, observés au cours des dernières années, dans les projets émanant du gouvernement ;
- Considérant votre désir d'améliorer la gestion des finances publiques ;
- Considérant que vous croyez au modèle de l'entreprise privée pour la gestion des affaires publiques ;

Nous vous proposons le coup de barre suivant :

Remettre la nomination d'un c.a. pour gérer les affaires du MELS. Ce conseil serait composé majoritairement de membres externes, soit des citoyens. Prenant, comme vous, la question de la légitimité au sérieux, ce conseil d'administration nommerait, suite à un processus d'appel de candidature rigoureux, un ou une nouvelle ministre de l'éducation, du loisir et du sport. Comme la transparence est un autre des dossiers qui vous préoccupe, nous vous ferons parvenir les procès-verbaux de ce conseil ainsi que les nouvelles directives qui devront être ensuite appliquées. Nous sommes désolés, comme vous probablement, d'être obligés de faire appel, pour cette nomination, à un ou une citoyenne élue, mais ce sont malheureusement les aléas, « manquant de légitimité et inefficaces », de la démocratie. Jusqu'à une prochaine réforme ou un prochain bâillon, nous présumons...

ERIC DEMERS
Président

Syndicat des ÉtudiantEs Employés de l'UQAM (SÉtUE)

Un bon gouvernement ?

Tout a été dit à propos des élections fédérales du 14 octobre. Tout a été dit, mais les impressions qui s'en dégagent ne sont pas nécessairement judicieuses. Ainsi, on semble tenir pour acquis qu'un bon gouvernement, c'est un gouvernement qui détient la majorité des sièges à la Chambre des Communes. Or l'expérience montre que certains gouvernements minoritaires ont été très bons, par exemple les deux gouvernements de Lester Pearson de 1963 à 1968.

Cela s'explique facilement. Un gouvernement majoritaire est tenté de n'en faire qu'à sa tête, tandis que s'il est minoritaire, il doit obtenir des appuis dans les rangs de l'opposition pour l'adoption de ses projets de lois. Pour obtenir ces appuis, il doit discuter avec les députés de l'opposition et, parfois, faire les concessions qu'un compromis exige. Dans la plupart des cas, ce processus améliore les projets de lois. Il a aussi un effet salutaire sur l'assiduité des représentants du peuple.

Les conservateurs de Stephen Harper ont gagné dans 144 circonscriptions sur 308. C'est tout à fait suffisant, étant donné que l'opposition est partagée entre libéraux, bloquistes, NPD et indépendants.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

L'axe Coaticook-Pyongyang

L'Organisation Mondiale de la Santé vient de classer les fromageries du Québec dans l'axe du mal... de ventre.

MUSIRONIE

Top ten

Suite au succès des classements d'écoles qui se multiplient, on prévoit bientôt la publication du palmarès des meilleurs palmarès.

MUSIRONIE

111 fois sur le métier...

Faisant face à 111 chefs d'accusations, le célèbre avocat montréalais Claude F. Archambault a déclaré que pour une fois, ses études en droit allaient lui être utiles.

MUSIRONIE

Je tourne

Suite à son éclatant succès aux jeux paralympiques de Pékin, la Société Loto-Québec annonce que Chantal Petitclerc animera l'émission *La Roue Chanceuse*.

MUSIRONIE

Et moi, je sens en moi, malgré moi, s'installer

La colère !

Ça fait un bout de temps qu'elle m'habite, la Colère

C'est que « chu pu capable » d'entendre ânonner qu'il nous faut 2 CHU !

Mon sang bout à penser que le regretté docteur Lazure ait tout fait pour nous alerter. S'étant écrié : « Il y a assez de béton à Montréal et le Québec n'a pas les moyens de se payer deux Baie James de la santé », mais rien n'y fit. On est encore à se demander où planter le CHUM. Au lieu de se demander s'il nous faut deux méga-centres hospitaliers. De cela, chez nos politiciens, motus et bouches cousues.

Quelques fois, une voix s'élève. Comme celle de Jean Dorion profitant de la traditionnelle réception du 24 juin du maire de Montréal et de la Société Saint-Jean-Baptiste, le président de cette dernière a osé froter les oreilles des élus présents : « Si je deviens député, j'observerai la ligne de parti, mais en toute liberté actuellement de dire ce que je pense, je dénonce tous les partis pour avoir cautionné le projet de deux CHU à Montréal. » Pauline Marois a manifesté son désaccord. Et a rassuré Dorion que la langue de travail sera le français au CHU-McGill.

Le 1^{er} octobre dernier, la réplique de la cheffe péquiste a bien fait rire les cinquante personnes réunies à la Maison Ludger-Duvernay dans le cadre des Jeudis le la Langue. Rien pour améliorer la cote de popularité de Pauline tant les faits et arguments apportés par les sept experts invités contredisaient l'optimisme béat de la politicienne. Sept panelistes qui ont réussi à démontrer l'aberration de deux mégaprojets qui coûteront plus de cinq milliards aux contribuables. Sept experts scandalisés par la lâcheté de nos politiciens, des politiciens prêts à plonger la population dans un gouffre financier, à fragiliser davantage Montréal sur le plan linguistique, à encore plus siphonner nos rares ressources médicales vers Montréal.

Et c'est Robert Laplante qui a le plus fait mouche. Le directeur de *L'Action nationale* a d'abord fait une mise en contexte afin « de mieux faire comprendre la lâcheté de l'élite politicienne dans le dossier ». La Loi 101 de 1977 était un premier geste d'affirmation de la majorité fran-

çaise sur le territoire du Québec. Pour que cela se produise réellement, il aurait fallu repenser les rapports majorité/minorité par une reconfiguration totale des institutions. On a cru régler le problème en ne s'attaquant qu'aux écoles pour les immigrants. Nos politiciens, a dit Laplante, n'ont pas eu le courage d'aller plus loin. La reconfiguration a été littéralement mise de côté. Ne s'est jamais faite.

À son avis, cela a abouti à un régime de double majorité. Nous avons des institutions françaises qui fonctionnent comme si nous étions majoritaires, et des anglaises fonctionnant comme si les Anglais étaient majoritaires. Et cette double majorité est maintenant au cœur des décisions politiques. Dans ce contexte, les allophones sont considérés comme des anglophones, ce qui revient à dire que l'on a cédé tout le centre-ville à ces derniers. Et la majorité de langue française est maintenant refoulée dans l'est d'une ville qui lui ressemble de moins en moins.

Par la lâcheté de nos politiciens, nous serions donc revenus à la pensée du « Nés pour un p'tit pain ». Le centre-ville de Montréal est littéralement occupé par le cégep Dawson et par deux universités anglophones qui progressent constamment et dont, d'année en année, les inscriptions s'accroissent pendant que, dans l'est évidemment, l'Uqam périclité. L'Université McGill, ironise Laplante, se donne une stature internationale, se flatte d'établir des liens avec les grandes universités du monde, alors que ses chercheurs ne tiennent pas à collaborer avec ceux de l'U de M.

Ce fait ne semble en rien déranger nos élus. Le CHU-McGill recevra un égal montant que le CHUM, même si la population anglophone de Montréal ne représente que 17 % de la population montréalaise. Part égale, alors que le tiers des étudiants de McGill ne prennent pas le temps d'accrocher leur diplôme au mur, trop pressés qu'ils sont de quitter le Québec pour aller pratiquer sous un ciel moins *frenchy* ce qu'on leur a enseigné, à grands frais des contribuables d'ici.

DES PEANUTS... ET PAS LE DROIT DE S'EN PLAINDRE !



La chape de plomb est tombée sur nos politiciens : part égale entre le CHUM et le CUSM alors qu'en sus, McGill recevra cent millions du *Canadian Innovation Found.* Et, depuis que l'ex ministre Couillard a fait partir en fumée le rêve de technopole à Outremont des Desmarais, stagne la contribution du grand capital qu'on avait planifié pour le CHUM

alors qu'au CUSM, des centaines de millions de dollars viennent garnir les coffres de la McGill Fondation.

En ce matin du 1^{er} octobre, les journaux nous annonçaient que le docteur Michel L'Allier venait de démissionner de son poste à l'Hôpital Sainte-Justine. « Il ira offrir son savoir-faire ailleurs dans l'Anglosphère. » Ou peut-être à McGill ironise Laplante. Seul médecin parmi les panelistes, Amir Kadir a déclaré que nombre de spécialistes d'hôpitaux anglophones lui ont confié qu'ils seraient enchantés de pratiquer sous un même toit que leurs confrères francophones. Le refus d'un seul CHU viendrait plutôt du corps professoral de McGill.

Si c'est le cas, comment se fait-il alors que ne haussent pas plus la voix ces chercheurs de l'U. de M., eux qui, de ce marché de dupes ne recevront que des miettes ? Comment se fait-il qu'ils ne font aucun effort pour alerter la population ? « Le premier qui jouera au Dom Quichotte, verra sa subvention de recherche coupée » nous dit Robert Laplante.

Gouffre financier et louisianisation tranquille du Québec sont donc les effets pervers à prévoir et nos élus n'agissent point. Ils n'agissent point parce que rien ne bouge. Rien ne bouge parce que les premiers concernés restent cois, tenus en laisse qu'ils sont par les subventions de papa Ottawa. On ne peut donc pas compter sur eux. Ni sur les journalistes de Gesca. Ni sur ceux de Quebecor. Ni sur ceux de Radio-Can. Feu la Révolution tranquille !

Comprenez-vous pourquoi, tout au tréfonds de moi, entre la chair et l'os, je sens toujours en moi s'installer... la colère ?

CLAUDE G. CHARRON

La guerre sans témoins

Les guerres menées par les Etats-Unis et l'Occident au Moyen Orient sont des horreurs, illégales, dévastatrices. Le discours officiel, systématiquement aseptisé, comme les médias qui le répercutent, ne présente qu'un seul côté des choses : les actions militaires, les opérations en gros, mais non les effroyables effets de ces raids, de ces destructions, de cet enfer, sur les populations, si ce n'est de loin en loin par des statistiques.

La presse ne va pas jusque-là. D'ailleurs, il faut le dire, elle ne le peut guère, vu les attentats comme il y en a eu contre la présence individuelle d'Occidentaux sur le terrain, fût-ce celle d'humanitaires.

La moitié du tableau, dans cette histoire de guerre, et en réalité la seule qui intéresse l'humain, est quasi exclue. Presque aucun reportage sur les victimes, leurs souffrances, leurs épreuves inouïes. Silence, de ce côté-là.

Cinq ans de guerre arbitraire en Irak et en Afghanistan, c'est la démocratie en marche... Cependant, le terrorisme dans le monde n'est pas réduit, il augmente. On riposte par une autre terreur, celle des armées. Ces armes ne peuvent atteindre le terrorisme, ne pouvant au contraire que le stimuler. Les populations, ruinées, souvent dispersées, ploient sous les armées, mais elles sont pratiquement invisibles. La propagande ne parle pas

d'elles, évidemment, car le spectacle, vu de proche, serait insupportable.

Le discours public n'évoque pas cette réalité. La coupure est nette. L'écran est étanche. Vous ne voyez rien de ces gens. Il y a une plaque pare-balles entre eux et vous. Elle est à toute épreuve. Ces gens font partie d'un autre monde, et vous du vôtre.

L'impossibilité d'approcher les gens chez eux, là-bas, de leur prêter une voix, de les entendre, de les montrer sous les bombes, dans la poussière de leurs maisons détruites, ayant tout perdu, ne pouvant même pas fuir, le journalisme est soumis à cette contrainte. On voit parfois des journalistes. Mais avec la troupe, dans les blindés...

Cette absence du journalisme convient parfaitement à l'assaillant, car elle reproduit à sa manière l'exclusion de l'envahi par l'envahisseur. Les populations sont exclues par l'image autant que par la guerre. La propagande profite évidemment de cela. Il n'y a dès lors qu'une voix dans la nation.

Dans cette double représentation, c'est-à-dire l'image et la réalité de la guerre, la population n'existe pas. Tout est parfait comme ça. La guerre et l'opinion publique vont dès lors assez dans le même sens, comme le veut toujours la droite.

PIERRE VADEBONCOEUR

Le prince qui sort

Jean-Daniel Lafond, époux de la gouverneure générale Michael Jean, et donc prince consort, n'a pas une piètre estime de lui-même, mais il méprise royalement le bon peuple. Il a téléphoné au Centre national des arts à Ottawa pour demander que la représentation de Manifeste! soit retardée d'une quinzaine de minutes, car il serait en retard en tant que... spectateur. Rebelote le lendemain, pour une table ronde animée par Wajdi Mouawad, sur le thème des artistes en guerre, qu'il fera retarder de quinze minutes en raison de son retard, toujours comme « simple » spectateur. Le prince est en retard, vive le prince!

Governator II

Val Kilmer songe à se lancer en politique au Nouveau-Mexique : le gouverneur actuel déclare « Je suis pour sa candidature. Il habite l'état et il a incarné Batman. » Nous voilà rassurés!

Hausse

Prix de l'essence : les pétrolières ont justifié la dernière hausse du litre à la pompe en expliquant qu'il fallait beaucoup de carburant pour flamber des prix.

MUSIRONIE

Nouvelle exécution

Suite à son passage au Texas, l'ouragan Ike a été condamné à la peine de mort.

MUSIRONIE



UNE FANTASIE DU DOCTEUR OX (Collection Fétiche, Gallimard) Mathieu Sapin d'après l'œuvre de Jules Vernes

Sapin est un bidouilleur de génie qui s'est d'abord fait connaître avec son Supermurgeman (Dargaud et Requins Marteaux) qui ne respectait assurément pas le superhéros en faisant de lui un joyeux imbécile... Dans La fille du savant fou (Delcourt) notre auteur irrespectueux ridiculisait les savants épris de succès et multipliant des recherches aussi décalées qu'eux-mêmes. Pas à dire, cette dernière série et un dessin faussement minimaliste et modeste faisait de Sapin

le type idéal pour une adaptation loufoque d'un texte quelque peu tombé en oubli dans l'œuvre de Jules Verne. Hilarant que cette histoire où un scientifique s'essaie à vendre un système d'éclairage gratuit et révolutionnaire à un village où employer le terme « politique » bouscule le train-train et la lenteur ériger en système! L'auteur balance une petite énergie dans le tas et il y aura même procès de Sapin pour massacre de l'œuvre de Verne en bonus! Cette BD, parle l'air de rien de politique, de détournement d'opinion, de guerre et de cette belle culture qui nous distrait de toutes ces questions douloureuses!

UNE NUIT CHEZ KIPLING (Vents D'Ouest) Jean-Louis Le Hir

Voyage au coeur de l'étrange avec ce livre chevauchant les styles détective et horreur. C'est une histoire, un soir tard, chez Rudyard Kipling qui sera raconté ici dans l'Angleterre de la fin des années 1890. Et le plus fou dans cette histoire d'abomination monstrueuse, de tueur et de perversions sado-masochistes chez les riches c'est que le tout serait rigoureusement authentique! À preuve l'avertissement au début de cette BD au dessin saisissant entièrement réalisé en noir et blanc contrasté : « Les faits relatés dans cette histoire ont pu être connus grâce à des notes laissées par l'inspecteur Demm dans des carnets d'enquêtes trouvés par ses héritiers à son dernier domicile de Soho Square. ». Troublantes aussi que les deux pages complémentaires explicitant des lieux ou des personnages par ordre d'apparition dans la narration...

AÏDA, À la croisée des chemins (Dargaud) Vanna Vinci

Ça se passe à Trieste en Italie – une ville port, que l'auteure décrit comme une ville porte aussi ancrée à la montagne qu'ouverte sur la mer Méditerranée. Avec une habileté machiavélique et au moyen d'un dessin et d'un style pouvant évoquer le manga Vinci – récipiendaire d'un prix Yellow Kid en 1999 comme meilleure dessinatrice, brouille les cartes de l'autobiographie à travers l'histoire d'une jeune femme venant, suite à un chagrin d'amour, chez ses grands-parents maternels. Là, elle étonnera sa cousine en étant toujours en périphérie du réel... Et pour cause Nino, un lointain cousin – décédé, lui fera vivre un épisode noir de l'occupation allemande jusqu'à ce qu'il reparte un peu plus en paix... ayant fait la lumière des informations lui manquant concernant un camp d'extermination dans l'ancienne raffinerie de riz devenu monument national depuis. Un livre qui parvient à entremêler documentaire, fiction et autobiographie avec brio dans la mesure où un pan de mémoire ressurgit là où on ne l'attendait pas du tout!

VALENTIN TARDI

Le revers de la médaille

À la mi-septembre, le quotidien Le Devoir était heureux d'annoncer « avec beaucoup de fierté » que le prix média Ross Munro 2008, de la Conférence des associations de la défense (CAD), a été attribué à leur journaliste Alec Castonguay, qui collabore également à L'Actualité. Qu'est-ce que le CAD? Un retour sur un article paru dans La Presse le 1^{er} juin nous en apprend plus sur le CAD. Le journaliste André Duchesne précisait que « ses objectifs visent à aider le



gouvernement canadien à présenter des problèmes à la population canadienne ». Un autre est de « promouvoir l'efficacité et le bien-être des Forces canadiennes ». Un colonel à la retraite cité dans l'article de La Presse indiquait pour sa part que le CAD « est une association de relations publiques pour le ministère de la Défense ». Un porte-parole du CAD se défendait néanmoins d'être une courroie de transmission du ministère de la guerre : « sous le gouvernement libéral, nous avons sévèrement critiqué le ministère de la Défense nationale quant au sous-financement de l'armée ». Demander plus d'argent pour de l'armement, voilà en effet la preuve d'un bel esprit critique et indépendant!

Quant à Alec Castonguay, il a signé plusieurs papiers instructifs sur la guerre en Afghanistan, de même que sur les dépenses militaires au Canada. Mais il a aussi produit des textes des plus complaisants à l'égard de l'armée canadienne et, surtout, de son ex-chef d'État major, Rick Hillier, pour qui le journaliste semblait avoir beaucoup d'affection. Ainsi, Castonguay a publié en une du Devoir (5 juillet 2007) un texte au sujet des soldats canadiens tués en Afghanistan, qui s'ouvrait sur cette scène touchante : « Il était un peu plus de 3h du matin hier, heure du Canada, lorsque le téléphone a sonné chez Rick Hillier, le chef d'état-major de la Défense nationale. Dans le noir complet de sa maison à Orléans, en banlieue d'Ottawa, le grand patron des forces canadiennes s'est dressé sur son lit, tentant de reprendre ses esprits et de sortir de ses rêves. [...] Aucune bonne nouvelle n'arrive à 3h du matin, » dit-il. Sorti de sous le lit du général, Castonguay nous offrait dans L'Actualité (sept. 07) un « portrait exclusif » de Rick Hillier, ce qui permettait au magazine de plaquer en page couverture une citation du général : « Les talibans sont des ordures ». Rick « le vidangeur » Hillier était présenté dans ce texte comme un sympathique gaillard au « sourire engageant », qui « dégage volontiers son humour contagieux » et qui « émaille ses propos d'anecdotes et de blagues qui dérident les salles. » À n'en pas douter, des Afghans en sont morts de rire... Castonguay jugeait également utile de nous apprendre que Rick « le vidangeur » Hillier aime jogger en écoutant de la musique d'Abba. Est-ce là ce que le CDA présente dans son communiqué de presse annonçant la remise du prix comme « un aperçu incomparable de quelques-uns des défis les plus déconcertants que doit affronter le pays » ?

De toute évidence, Alec Castonguay a bien mérité son prix du CAD, qui se présente sur son site Internet comme « le groupe le plus ancien et le plus influent de promotion des intérêts du milieu de la défense au Canada ». Quant à l'ami Rick « le vidangeur », il vient d'être engagé par la banque TD. Devant l'Empire Club de Toronto, en 2006, Hillier avait admis candidement que « notre travail est d'être en mesure de tuer. » Voilà une compétence qui semble bien se transposer dans le milieu de la finance. Espérons que Castonguay nous tiendra informés des prochaines aventures de son ami Rick.

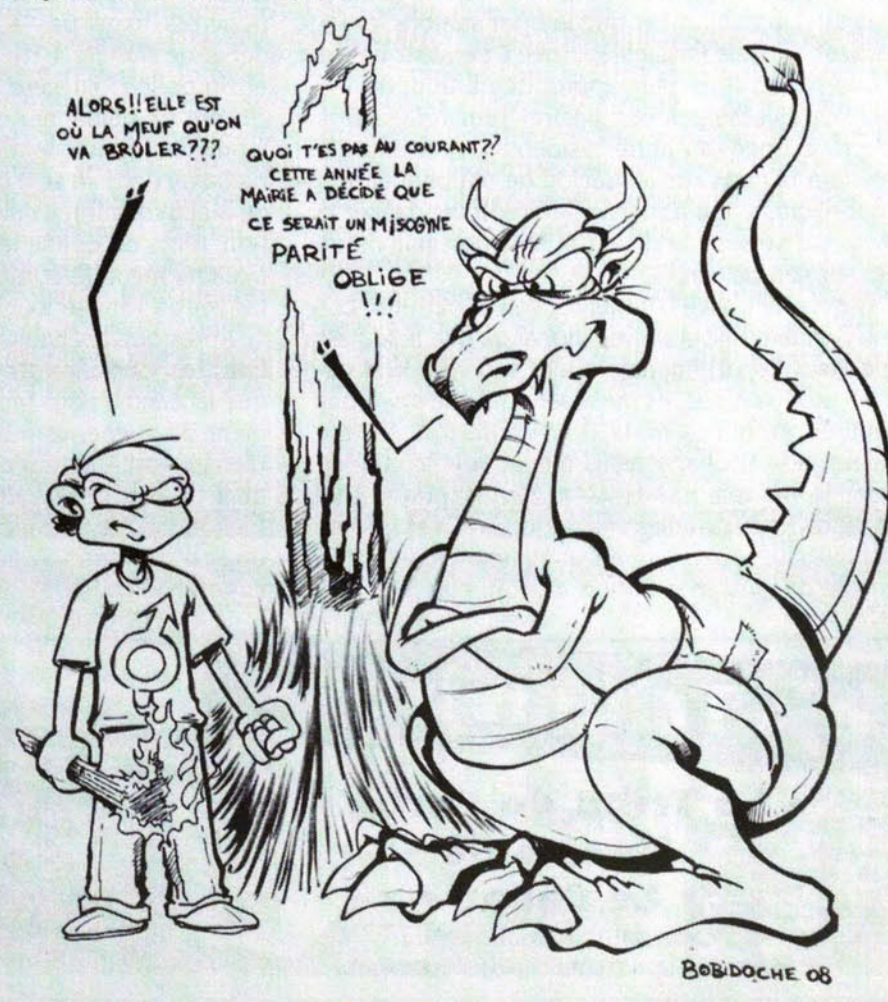
MOHAMED SMITH-GAGNON

Rencontre du troisième type

On soupçonne un OVNI d'être derrière le portrait géant de Sarah Palin dans un champ de maïs de l'Ohio, ce qui démontre hors de tout doute qu'il n'y a pas de forme de vie intelligente dans l'univers.

MUSIRONIE

Notre éminent collaborateur Robert Beaudry (« Bobidoche ») vient de remporter un concours international d'illustrateurs. Il s'agissait d'imaginer un dessin à l'occasion des Fêtes de la Vivre, un légendaire dragon (rien de moins!) associé à la petite ville de Couches, en Bourgogne (France). Tous les 20 ans depuis 1888, ces joyeux Bourguignons et Bourguignonnes organisent des fêtes qui durent deux semaines et rendent notamment hommage au dragon de la Vivre, que l'on brûle en effigie avec moult libations. Il n'en fallait pas moins pour déclencher les sataniques synapses de notre Couaquiste, dont l'illustration (ci-dessous) a ravi cet été les gens du lieu-dit (« Mais c'est qui, ce fantastique Canadien?! »). Un bijou ciselé en argent récompense l'heureux lauréat. Tous les détails sur le site Web d'Eric Geirnaert : http://laboutiqueajacques.com/COUCHES_2008_EG.html D'autres croquis de Bobidoche sont en ligne au <http://lendemaindeveille.com>





Privatisation de l'avortement

Le 28 septembre dernier, plus de 5 000 personnes sont dans la rue pour manifester pour le droit à l'avortement. Décriminalisé depuis maintenant 20 ans et reconnu par Santé Canada à titre de pratique médicale nécessaire, toutes les provinces canadiennes doivent répondre à ce besoin et offrir des services d'avortement de qualité, accessibles et gratuits. Ne respectant pas ces conditions, le gouvernement du Québec a été condamné en 2006 à rembourser 13M\$ aux femmes qui ont payé pour interrompre une grossesse non désirée¹. Conséquence de ce jugement, une réorganisation des services d'avortement s'opère présentement, principalement dans la région montréalaise. Mais au lieu d'améliorer la prestation de services publics, le gouvernement a choisi de favoriser la privatisation des services d'avortement. Portrait d'un système à deux vitesses dont les conséquences incombent aux femmes.

Un manque de services

En matière de services d'avortement, les disparités régionales que l'on retrouve sont considérables. Plusieurs régions ne comptent qu'un point de service (c'est le cas de l'Outaouais et de Chaudière-Appalaches), seulement trois régions offrent des services après 14 semaines de grossesse et pour l'ensemble du Québec, il n'y a qu'une cinquantaine de médecins qui sont formés et qui acceptent de pratiquer des avortements². Autre facteur important, on compte en moyenne de 2 à 5 semaines d'attente pour obtenir un rendez-vous pour un avortement au public³.

De nombreuses femmes se sont donc tournées vers le privé. Mais à quel prix? Les quatre cliniques privées

offrant des avortements (toutes situées à Montréal) et le Centre de santé des femmes de Montréal ont en commun d'avoir fait payer leurs patientes pour les services d'avortement jusqu'en 2006. Au privé, un avortement de premier trimestre coûtait en moyenne de 200 \$ et 300 \$ pour les patientes⁴. Pendant des années, c'est donc une proportion importante de femmes qui ont payé un service pourtant offert gratuitement au public. Le gouvernement a d'ailleurs encouragé le développement de ce système à deux vitesses. En 2005, c'est près d'un avortement sur cinq qui n'a pas été financé par l'État.

La désresponsabilisation du gouvernement en matière de santé des femmes n'est pas nouvelle. De la réforme ministérielle retirant les cours d'éducation sexuelle jusqu'aux compagnies pharmaceutiques influençant les choix étatiques en matière de santé sexuelle des femmes⁵, les exemples sont nombreux et leurs conséquences inquiétantes. Le financement accordé aux services d'avortement s'avère d'ailleurs une pacotille dans le budget de la santé. De 1985 à aujourd'hui, il n'y a qu'en 2001 qu'une nouvelle injection de fonds a été accordée : 3,2M\$ non récurrents et 2,8M\$ récurrents⁶.

Favoriser et financer le privé

Depuis le jugement de la cour supérieure en 2006, tous les services d'avortement doivent être offerts gratuitement au Québec. Casse-tête pour un gouvernement ayant tenté de se délester une fois de plus de cette responsabilité, l'avortement a finalement été inclus dans la loi 33 et sera donc pratiqué dans le système public ou les centres médicaux spécialisés (institutions privées).

C'est donc au Centre de santé et de services sociaux Jeanne-Mance qu'il incombe désormais de coordonner tous les services d'avortement, qu'ils aient lieu au public ou au privé. Ou'arrivera-t-il des Centres de santé des femmes offrant le service d'avortement, mais avec une approche féministe et alternative? Devront-ils modifier leur vocation pour répondre aux exigences de rentabilité et de productivité des centres médicaux spécialisés? C'est à suivre.

La situation des services d'avortement s'inscrit donc tout à fait dans la conjoncture globale favorisant la privatisation des services publics et la démutualisation des risques du vivre-ensemble. Autre facteur à ne pas négliger : c'est le contrôle social du corps des femmes qui sous-tend ce désengagement étatique.

MARIE-EVE QUIRION
Chercheuse à l'IRIS

¹ Cour supérieure, Jugement sur le recours collectif concernant les interruptions volontaires de grossesse. Numéro 500-06-001580-028, août 2006.

² Par exemple, les médecins de l'Hôpital de Hull refusent que des avortements se pratiquent dans cet établissement.

³ Fédération du Québec pour le planing des naissances (FQPN), Bottin des ressources en avortement, 2008.

⁴ Cour supérieure, op. cit.

⁵ C'est le cas dans la présente campagne de vaccins GARDASIL® dans laquelle le gouvernement a investi 50M\$. Voir FQPN, « 10 bonnes raisons d'être préoccupées par la campagne de vaccination contre le VPH », www.fqpn.qc.ca

⁶ Conseil du statut de la femme, L'avortement au Québec : état des lieux au printemps 2008.

Cachez ce sein que je ne saurais voir ou quand un toton en attire d'autres!

Il y a quelques semaines, je me suis faites approcher par un groupe d'Éco-Quartier pour peindre une murale dans une ruelle de mon quartier, le Centre-Sud de Montréal. Plus précisément entre les rues Parthenais et Harmony, à l'angle de la rue LaRivière.

Mon projet, la *Dame de la rivière*, qui consiste en un personnage féminin dont la chevelure bleue représente une chute d'eau, a emballé tout le monde et son esquisse fut approuvée. Après avoir obtenu toutes les permissions nécessaires des propriétaires d'immeubles, après avoir consulté les résidents participants, me voilà prête à reproduire la dame en un beau vendredi ensoleillé d'octobre.

La première journée se déroule sans encombre et j'arrive à peindre la tête de la dame et les épaules. Le lendemain, je termine la moitié de la murale qui fait un bon 40 pieds de haut. S'étale désormais la chevelure bleue à travers laquelle on peut maintenant apercevoir un sein. L'aventure se corse par ce beau dimanche matin ou m'apprêtant à remonter en nacelle, je me fait soudainement harponner par un résident de la bâtisse d'en face, dont le balcon du 3^{ème} étage donne juste vis-à-vis la fresque. Il entre en premier contact avec moi en ces termes : « c'est ben laite c'que tu fais... et un toton en plus... ». Croyant qu'il me fait une blague, je lui réponds par cette tirade de Molière « Mais cachez ce sein que je ne saurais voir! ». À partir de ce moment, le type en question pique une violente crise, me traitant de *salope*, de *pute* et de *chrisme de grosse chienne*. Il rajoute que je suis mieux de cacher ce *toton* parce que ça va aller mal pour moi. Il accompagne ses propos de coups de pieds dans la porte et ressort avec un gros couteau à viande qu'il aiguise sur le mur du balcon en me regardant et en continuant les insultes.

Bon. Je comprends que j'ai affaire à un gars qui a des problèmes de santé mentale. Je décide de faire monter la nacelle qui tanguait de tous cotés dans cette brise automnale. Je ne suis pas rassurée. Je me demande si ce malade ne va pas me lancer un couteau et j'ai hâte d'être rendue en haut. Pas évident de faire passer cet engin entre un fil téléphonique à ma gauche, un balcon à ma droite et un fou qui bave en me traitant de *grosse plotte sale*. D'autant plus que la machine ne fait que bip biper (signal d'instabilité) et que le bruit semble l'exaspérer de plus belle. Je passe la journée à peindre, en me disant que l'attitude la plus appropriée à adopter est d'ignorer ses incessantes et vulgaires remarques. Vers la fin de la journée, un autre résident qui travaille un peu plus loin dans la ruelle, décide de téléphoner à la police après que le fou a menacé de venir vandaliser la murale la nuit venue. Ce disant, il sort des gallons de peinture sur son balcon.

Une voiture de police fait bientôt son apparition. Les policiers viennent discuter avec moi alors que le fou est retourné à ses appartements. Je leur explique la situation et les propos tenus. Ils me disent qu'il ne s'agit pas vraiment de menaces mais d'intimidation. Ils me demandent si je souhaite qu'ils aillent voir le gars en question. Je ne sais pas trop. Je leur explique que demain je reviens travailler et que je serai sans doute seule à nouveau. Je pense que leur visite ne ferait qu'attiser la rage du gars en question. Ils sont d'accord avec

moi là-dessus. Il enregistrent quand même un rapport et repartent.

Le lendemain matin, lorsque je pointe mon nez dans la ruelle, je constate que le gars a éclaboussé la fresque en balançant un gallon de peinture blanche sur le mur.

Je fulmine. Je fais un topo à la responsable du projet en lui disant qu'elle devra faire un suivi et contacter la police. Je dois retoucher la murale sur quasi 3 mètres de hauteur. Plusieurs résidents se trouvent dans la ruelle cette journée là pour le volet horticulture.

J'ai presque terminé mon oeuvre lorsque le fou se réveille, vient piquer une sainte colère sur son balcon en menaçant de descendre et de venir me péter la gueule. D'autres résidents accourent pour venir se mêler de l'histoire. Une dame se fait insulter et menacer ce à quoi elle répond qu'elle va appeler la police. Le fou rétorque qu'il va lui aussi téléphoner à la police pour qu'elle me fasse enlever cet *ostie de toton!*

Deux voitures de police se pointent. Deux policiers se rendent directement chez le gars, et deux autres viennent s'entretenir avec les résidents. Je m'approche, alors qu'un résident relate l'histoire. Le policier l'interrompt en regardant la fresque et en disant qu'il doit bien exister un règlement municipal pour empêcher de peindre de la nudité dans un espace public! Je n'en crois pas mes oreilles! Je lui rétorque qu'au Vatican on peut voir le pénis de Dieu peint par Michel-Ange. Il me répond : « oui mais ça c'est à l'intérieur. » (!!!) Je lui parle alors des statues...

« Écoutez! On n'est pas en Europe icitte! » qu'il me lance.

À ce moment-là, les deux policiers qui sont allés voir le gars reviennent en disant qu'ils ont négocié avec lui (!!!) et que ce dernier s'engage à ne pas abîmer la murale si je couvre le sein avec un cheveu. Quelques résidents s'indignent et se font répondre par les policiers que le sein dérange le gars qui a aussi son mot à dire en tant que citoyen et résident de la ruelle.

Bon sang! Et si moi je m'indigne des sales publicités de Molson qui sont sexistes et dégradantes envers les femmes, est-ce que la police va intervenir!?

Ce à quoi un résident, le plus sérieux du monde me répond que dans le cas particulier que je soulève, les policiers n'ont pas à intervenir puisqu'il s'agit d'un débat de société. (!!!)

Un policier suggère aux résidents de se concerter et surtout de demander ce qu'en pensent les familles car lui-même n'emmènerait pas son petit garçon dans cette ruelle ou il y a un sein de peint sur un mur. J'ai beaucoup de mal à retenir ma colère devant l'absurdité de la situation. Alors on donne le pouvoir à ce gars qui souffre de maladie mentale et qui, aux dires des voisins, terrorise les gens à l'année longue!

Après que les habitants se sont consultés avec quelques responsables, ils sont venus me voir en me disant que le mieux, pour protéger la murale, serait effectivement de cacher le mamelon avec un cheveu. Ce que bien entendu j'ai refusé catégoriquement en leur répondant que le mur ne m'appartient pas, la peinture non plus et que la nacelle se trouve à leur disposition si quelqu'un veut s'aventurer. Beaucoup m'ont regardé comme pour dire « t'es donc pas accommodante! ». Le



conseiller de l'arrondissement qui passait alors par là, semblait trouver la situation très drôle. Il est venu mettre son grain de sel en rajoutant qu'on pouvait peut-être lui peindre un soutien gorge en dentelle!

Je suis repartie chez moi après avoir signé mon oeuvre en me promettant de venir peindre une burka sur la dame de la rivière si jamais quelqu'un s'avisait à couvrir le sein.

Alors voilà, force est de constater que dans plusieurs sphères de notre belle société, c'est la loi du plus con qui règne quand ce n'est pas celle du capital.

MARIE GIRO

Le « Triumvirus »

- La Tribu du Verbe •
- Musironie •
- Le Couac •

www.latribuduverbe.com,
www.musironie.com et www.lecouac.org



3 fréquences de publication
Quotidien, hebdomadaire, mensuel.

3 types de médias
Blogue, radio, journal.

Un même but

Tirer sur la connerie où qu'elle soit!

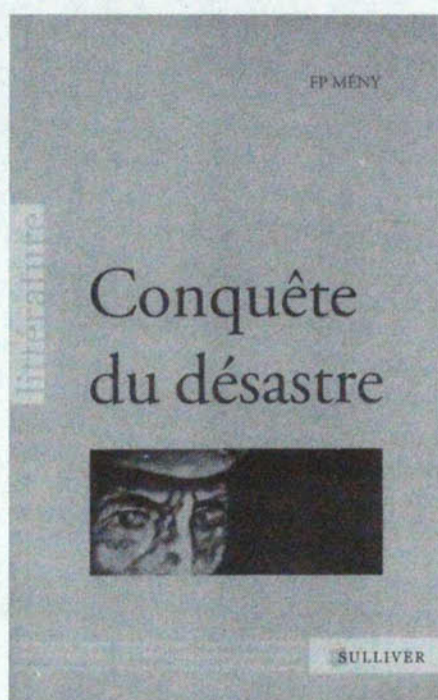
Vivre au dehors

La première fois que j'ai entendu parler de l'écrivain FP Mény, je me suis dit que j'aimerais bien le rencontrer. La deuxième fois, j'apprenais qu'on venait de le retrouver mort dans une grange, en Cozère, à l'âge de 43 ans.

Difficile à la lecture de *Conquête du désastre* (2) d'oublier la fin tragique de son auteur. La mort est là qui rode dans la précarité de celui qui se définissait comme un « écrivain vagabond ». FP Mény se déplaçait en effet sans cesse à vélo sur les routes de France, loin de la vie de bohème parisienne. Son livre, le deuxième à être publié, est constitué d'éclats d'une lucidité douloureuse et souvent accablante. Nous le suivons dans ses éternels déplacements, dans ces petites villes où il part à la recherche d'un gîte, sachant saisir au vol les moments de bonheur :

[...] j'ai droit à deux nuits mais comme la mairie est fermée le samedi matin, j'y reste quatre le temps de me remettre d'aplomb, c'est le genre d'endroits où beaucoup s'emmerdent mais pour moi c'est impeccable, on peut aller sur Internet pas cher, j'ai des sous et je fais les courses au supermarché Leclerc juste en dessous du local. Je suis royal.

À travers les aléas de sa vie sans domicile fixe, FP Mény débusque les imposteurs d'une société hiérarchisée et hypocrite et ce, où qu'ils se cachent. Sous forme de faux dialogues ou de monologues, tout le monde en prend pour son grade, des pseudo-écrivains, [...] *Sauvons le peuple tibétain. Viens avec moi en Librairie, je suis un imposteur, un rat d'auteur, un poète vermoulé à la cheville qui enfle, un parasite...* aux pseudo-rebelles, *C'est une adepte de la théorie du chaos elle vit dans un squat et on lui a tatoué un papillon autant dire que ça rigole pas*, en passant par les pseudo squatteurs : *Fuck the main stream; pourquoi des exclus soutiendraient des privilégiés dont la seule crainte est d'être exclus; ces gens n'ont jamais vu d'ouvriers ailleurs que dans les expos de photos mais votent Besancenot [...] ces squatteurs de luxe nous regardent de haut [...].* On rit ainsi souvent à la lecture de *Conquête du désastre*, même si l'humour est toujours caustique, même si les larmes de rage ne sont jamais bien loin. Mais Mény pratique aussi l'autodérision : [...] *Quant à moi, sur la route de Quimper, je noue une idylle avec une pèlerine top model [...]. Désolé pour ma tronche mais mon vélo a embouti un cheval qui*



déboîtait des vignes par la droite.

La vie d'itinérance de Mény lui fait affronter la rue, le froid, la solitude, mais il demeure un itinérant, un homme « du dehors » par bien d'autres aspects. Il se trouve en effet en dehors de la littérature puisque, quelque soit la lecture publique ou le festival ou il arrive, on s'étonne de sa présence et on lui rappelle constamment qu'il n'est pas « in ». Il est aussi en dehors de l'itinérance elle-même puisque, étant souvent « bien vêtu », il ne correspond pas à l'image du SDF. Cette position d'outsider, avec toute l'exclusion qu'elle sous-tend, est également ce qui donne à Mény la liberté absolue d'épingler qui le mérite. Qui peut se vanter de pouvoir en faire autant ?

Mais c'est certainement dans le langage que se joue la plus grande liberté de cet écrivain vagabond. Mény manie les mots, français ou anglais, sans aucun complexe. Il nous offre tout un spectacle verbal qui nous donne le tournis et nous plonge dans une poésie douce amère : *Allan c'est un vieillard couvert de tatouages l'œil toujours vif et encore partant pour une ligne même sans la canne à pêche. Ou encore : Le vent décollait les toiles d'araignée, avec Manant des Sources nous mangions du pain d'épice au carbone. Manant des Sources, une conception clitoridienne de la fidélité.*

Ce ne sont là que quelques exemples, chaque page de ce livre étant un régal, même s'il n'est pas toujours évident d'en profiter dès la première lecture. Bref, si l'homme n'est plus, son écriture est restée et mérite le détour. Ne passez donc pas à côté de cet objet inclassable et ô combien jouissif qu'est *Conquête du désastre*. C'est d'ailleurs à son auteur que je laisserai le mot de la fin : *Je est un autre et l'autre a disparu. Sept ans de solitude à parler aux arbres et j'ai pas vu Marilyn. Elle doit être en pleine réflexion.*

ISABELLE BAEZ

FP Mény, *Conquête du désastre*, Éditions Sulliver, 2008, 159 p.

Vous ne trouverez sans doute pas l'ouvrage en librairie au Québec, mais vous pouvez le commander directement auprès des Éditions Sulliver. De plus, un petit tour dans leur catalogue vous ravira sûrement : www.sulliver.com. Reste aussi l'option des librairies en ligne.

Et en attendant de lire Mény sur papier, vous pouvez retrouver sa prose sur le site qu'il avait créé, au efpe.free.fr/

Bien le bonjour de Jules !

Jules, c'est Jules Falquet et c'est une Jules.

Le bouquin qu'elle vient de publier aux Éditions La Dispute, *De gré ou de force – Les femmes dans la mondialisation*, risque de faire chavirer quelques coquilles de noix dans le petit monde tranquille des technocrates de l'alternative qui transitent en complet veston de Porto Alegre à Davos, bien payés pour récupérer tout ce qui grouille et grenouille sur la planète face à l'Empire.

Falquet – manifestant poitrine à l'air en page couverture – invite à un recentrement de l'analyse sociologique à partir de la perspective *groundée* des femmes en lutte, de leurs mouvements qui subvertissent la gauche en Amérique latine depuis quelque 25 ans. Elle y a été, et de façon moins idéaliste qu'un Le Clézio (et d'autant moins Nobélisable), mais travaillant coude à coude avec Ramona, le sous-commandant Marcos et les militantes du Guatemala et du Chiapas. Au lieu de fendre en quatre des poils de mouches postmodernes en tentant de retisser une grille d'analyse qui n'en peut plus mais, la sociologue interpelle l'oubli d'un radicalisme nécessaire et les compromissions qui ont fait dérailler certaines luttes. Pour elle, « les institutions internationales et les gouvernements tentent de s'appuyer sur les femmes, sur leur immense désir de « participer » et sur leur force de travail, pour en faire un pilier du néolibéralisme. » Provocateur. Et super-lisible. Si vous avez déjà dormi dans un cours ou une conférence sur le « Tiers-Monde », ce livre est pour vous avec son analyse fine des stratégies de récupération de la conscience opprimée.

Le livre se vend quarante-quatre douilles, mais j'ai tellement aimé que j'en ai acheté une quinzaine à l'auteure. Appelez-moi vite, je vous le fais à vingt !

MARTIN
pour acheter un livre: 514 596 0923

Dangers publics

71 personnes ont été arrêtées à la suite des émeutes de Montréal-Nord. Malheureusement, les meurtriers de Freddy Villanueva courent toujours.

MUSIRONIE

Peur

Le monde de la restauration doit revoir ses pratiques puisqu'à la suite des nombreux cas de contamination à la mélamine, plus personne ne veut manger au comptoir.

MUSIRONIE

La justice et Jean-Pierre Lizotte, poète de la Prison de Bordeaux

C'est dans les pages d'opinions du journal La Presse que s'exprimait récemment Micheal Stober, avocat de l'agent de police Giovanni Stante, impliqué dans la mort de Jean-Pierre Lizotte en 1999. Monsieur Stober y fait état de son indignation face à la lettre d'opinion de Serge Lareault, éditeur et directeur général du journal « L'itinéraire », publiée dans son édition du 21 août, 2008. Il affirme que le commentaire de M. Lareault donne aux lecteurs et aux lectrices « l'impression fautive que M. Lizotte a été victime de brutalité policière. »

M. Stober répète qu'en 2002, l'officier Stante a été acquitté par jury de l'accusation d'avoir utilisé une force inappropriée, puis innocenté par le Comité de déontologie policière au mois d'août dernier.

Que Giovanni Stante ait été acquitté, voilà qui est un fait que personne ne conteste. Il demeure cependant pertinent, voire nécessaire, de remettre en question le comportement de la police de Montréal, de même que ses méthodes qui semblent permettre de frapper un homme non-armé pendant que quelqu'un le retient. Un autre fait incontestable qu'on aurait pu porter à l'attention des lecteurs et des lectrices est que la police a attendu 53 jours avant de révéler publiquement la mort de Jean-Pierre Lizotte.

De tous les témoins des événements survenus au petit matin du 5 septembre 1999, le seul qui ne pourra jamais donner sa version des faits est Jean-Pierre Lizotte lui-même; il a perdu la vie suite aux blessures graves qui lui ont été infligées ce matin-là.

Près d'une décennie après l'incident, et prenant toujours vigoureusement la défense de l'agent Stante, M. Stober mentionne le long dossier criminel de Jean-Pierre Lizotte. *Les absents ont toujours tort*, ne dit-on pas ?

Malgré deux décennies d'allers-retours entre la rue et la prison, Jean-Pierre Lizotte, aujourd'hui absent, en avait long à dire. Heureusement pour lui, il en a dit beaucoup et de manière émouvante et perspicace. Il mérite d'être représenté dans ces pages, au moins autant que l'agent Stante par l'entremise de son éloquent et talentueux avocat.

Grâce aux *Souverains anonymes*, une émission de radio remarquable qui encourage la créativité des prisonniers de Bordeaux, les paroles de Jean-Pierre Lizotte ont pu être conservées.

En apprenant son décès, les producteurs de *Souverains anonymes* se sont souvenu d'une note que Lizotte avait écrite à Abla Farhoud, québécoise origi-

naire du Liban, auteure et comédienne de théâtre, qui avait participé à l'une des émissions diffusées depuis la prison de Bordeaux. Lizotte réagissait aux mots d'un des personnages principaux du roman de Farhoud, Le bonheur à la queue glissante, qui remarque que « Mon pays, c'est là où mes enfants sont heureux. »

En tant qu'activiste impliqué dans la défense des droits des immigrants, plongé constamment dans les luttes de justice pour les personnes migrantes et indélébilement marqué par l'expérience d'immigration de ma propre mère, la réaction de Lizotte me touche, surtout lorsqu'il cherche un terrain commun tout en faisant le lien avec sa propre vie. Ses phrases valent d'être citées dans leur intégralité :

« Salut Abla, je m'appelle JP Lizotte. Depuis 21 ans que je reviens en dedans, la prison est devenue mon pays. Quand je la quitte je deviens immigrant ! Je ressens tout ce qu'un immigrant peut ressentir lorsqu'il s'ennuie de son pays d'origine. Quand je suis en dedans, je veux sortir dehors. Et quand je suis dehors, je m'ennuie du dedans. Parfois je me dis " si j'avais eu une grand-mère ou un grand-père, les choses seraient peut-être différentes pour moi ". Mais comment avoir une grand-mère alors que je n'ai presque pas eu de mère ni de père. Les souvenirs que j'en garde font pleurer. Alors, je ne te les raconterai pas. Mais une grand-mère comme celle de ton roman, ce n'est pas donné à tout le monde. Alors, je dis à ceux qui ont une grand-mère ou un grand-père, profitez-en. Merci. »

[Pour consulter le texte de Lizotte, ainsi que d'autres de ses écrits : www.souverains.qc.ca/recidivi.html]

Ses amis en prison l'avaient surnommé « le poète de Bordeaux » ; Jean-Pierre était un écrivain prolifique. Le style de ses poèmes en rimes, souvent empreint d'humour, met en vers des thématiques profondes et intimes : son enfance difficile, le manque d'affection de la part de sa mère, l'alcoolisme de son père, la dépression, son diagnostic de VIH, les problèmes liés aux drogues, et des sujets comme la musique, la prison et la révolte. Il a même rédigé ses mémoires d'itinérance, une œuvre encore inédite intitulée *Voler par amour, pleurer en silence*.

Il y a évidemment des raisons sous-jacentes, mais compréhensibles, qui expliquent les nombreux allers-retours de Lizotte en prison pendant près de 20 ans. Celles-ci remontent bien plus loin que la liste des offenses criminelles mentionnées, hors contexte, par l'avocat de Stante.

Jean-Pierre Lizotte vient d'une réalité difficile, qui remonte à son enfance et qu'il décrit avec candeur dans ses poèmes et ses autres écrits. Tard dans la nuit du 5 septembre 1999, sur un tronçon huppé et branché du Boulevard St-Laurent, la réalité de Jean-Pierre Lizotte s'est heurtée à celle, contrastante, de la clientèle des restaurants, des portiers et des agents de police. Lizotte, paraît-il, était la cause d'une perturbation telle qu'il a dû être immobilisé, retenu fermement et frappé à au moins deux reprises, selon le témoignage de l'agent Stante lui-même (des témoins ont rapporté que Lizotte a été frappé « à plusieurs reprises » et avec excès). Des témoins oculaires disent avoir vu une flaque de sang au sol ; un autre raconte que Lizotte a été jeté « comme un sac de patates » dans une fourgonnette de police.

L'officier Stante a été dûment acquitté par un jury en 2002, comme l'ont été les policiers impliqués dans l'agression de Rodney King ou, plus récemment, ceux qui ont mortellement tiré sur Sean Bell, un homme non-armé, le jour de son mariage. Il n'est pas étonnant que des policiers soient innocentés (si même ils sont accusés !) dans un système de justice qui demande une preuve « hors de tout doute » pour les inculper.

Que serait-il arrivé si une caméra avait filmé les événements devant le Shed Café cette nuit de 1999, au lieu qu'on doive se fier aux récits imparfaits et contradictoires des témoins de la scène, à 2h30 du matin ? Comment tout cela aurait-il tourné si Jean-Pierre Lizotte s'était présenté à la salle d'audience et devant le jury, paralysé et dans un fauteuil roulant ?

Au procès de Stante, comme récemment dans ces pages¹, l'avocat Stober fait le procès d'un homme mort qui ne peut plus se défendre. Jean-Pierre Lizotte assumait ouvertement qui il était. Il est simplement minable de tenter encore de réduire Jean-Pierre Lizotte, le résulant à un « criminel » sans-abri ; au chapitre de la dignité humaine, il affichait pourtant une remarquable opulence.

JAGGI SINGH
membre de Personne n'est illégal, un réseau oeuvrant pour la justice des personnes migrantes et actif contre la brutalité policière à Montréal.
Un grand merci à Sophie Vaillancourt et Louise-Caroline Bergeron pour la traduction de cet article.

¹ Jaggi Singh parle des pages de La Presse NDLR



La poubelle du Devoir

Article d'opinion que la vénérable institution de la rue Bleury n'a pas daigné publier...



Une réputation qui n'est plus à faire

Bientôt, il ne sera plus possible de mentionner le nom de Barrick Gold. Ni même d'y penser. La lettre du vice-président directeur et directeur des affaires juridiques pour Barrick, Patrick J. Garver, publiée dans *Le Devoir* du 17 septembre, avait déjà fait naître de sérieux doutes dans mon esprit. La nouvelle mise en demeure de Barrick Gold pour interdire à Écosociété d'associer le nom de Barrick à l'expression « poursuite-bâillon » ne fait que confirmer ces doutes.

Revenons à la lettre de M. Garver. Il y écrit que Barrick serait un « acteur social responsable ». Un acteur, certes, et de taille, avec des profits qui totalisent 1,7 milliard pour l'année 2007.

Social? C'est une blague, n'est-ce pas? Au dernier Festival des Films du Monde, on a pu voir ce que cet acteur a entrepris comme action sociale au Chili, grâce au documentaire *Mirages d'un Eldorado*. Si on n'a pas eu l'occasion de voir ce film, on peut tout simplement consulter le site www.pmm.qc.ca/eldorado, ou encore le site www.miningwatch.ca pour découvrir que la compagnie qui se croit tout permis (et les États lui confirment régulièrement qu'elle a bien raison de le croire) agit de la même façon partout : elle pille. Quant au dernier qualificatif utilisé par M. Garver, « responsable », je laisse les citoyens se faire une idée par eux-mêmes, mais je me dis qu'un jour Barrick sera peut-être enfin déclaré responsable par quelque justice courageuse.

Dernier événement en date, voici donc qu'à présent, on ne peut plus dire qu'il s'agit d'une poursuite-bâillon. Parce que, entendons-nous, si Écosociété ne peut plus le dire, le message est clair : de la hauteur de Barrick, de son imposante montagne de fric, l'entreprise ne tolérera rien, elle brisera quiconque s'attaquera à sa réputation. Mais, soyons sérieux, Mesdames et Messieurs de chez Barrick, de quelle réputation parlez-vous? *Noir Canada* fait le portrait d'une industrie, pas seulement le vôtre. Vous avez tourné tous les projecteurs vers vous avec votre poursuite démesurée et vous continuez de le faire avec cette nouvelle mise en demeure. Vous créez votre réputation, jour après jour. Vous créez chez tout citoyen qui se respecte un profond dégoût face à vos manœuvres.

À la lecture de la lettre que vous avez envoyée au *Devoir*, j'avais des doutes. Aujourd'hui, avec votre nouvelle mise en demeure, j'en suis sûre : vous prenez les citoyens pour des valises, de bonnes grosses valises creuses. Vous avez cependant oublié quelque chose. Vous avez le pouvoir de l'argent, certes. Mais malgré votre armada d'avocats, il y en a un autre, de taille, qui vous échappe, qui ne s'achète pas et qui n'est pas non plus l'apanage des auteurs de *Noir Canada* : celui de la réflexion.

ISABELLE BAEZ

Subtile substitution

Après avoir reçu une injonction de Barrick Gold lui interdisant d'utiliser l'expression « poursuite-bâillon », *Le Couac* a proposé aux éditions écosociété d'utiliser l'expression poursuite « ta yeule, ta christ de yeule » pour éviter tout malentendu.

Les temps changent...

George W. Moron est satisfait de son plan de sauvetage de l'économie américaine, quoi qu'habituellement, lorsqu'il débourse autant d'argent pour sauver un pays, il obtient le droit de le bombarder.

MUSIRONIE

Je songe à poursuivre Barrick

Dans une lettre particulièrement humoristique publiée ce matin en page A6 du journal *Le Devoir* (voir au www.ledevoir.com/2008/09/17/205948.html), Patrick J. Garver, vice-président directeur et directeur des affaires juridiques pour la Société aurifère Barrick Gold (mettez-en des titres, ça impressionne le bon peuple...), réclame à grands cris un débat public et transparent sur les agissements de sa compagnie (lesquels, faut-il le rappeler, étaient considérés comme pour le moins douteux par d'innombrables organismes de défense de l'environnement et des droits humains bien avant la publication du livre *Noir Canada* dont il est ici question).

Cette lettre, donc, dont le ton de vierge offensée est une véritable pièce d'anthologie, affirme sans rire que, « en tant qu'acteur social responsable », Barrick Gold a le droit « et même le devoir » de défendre sa réputation devant des accu-

sations sans fondement. Et c'est bien entendu en pulvérisant la petite maison d'édition Écosociété sous le poids de ses millions que Barrick « ne s'oppose pas à l'examen public de ces questions » et se défend d'avoir entrepris une poursuite-bâillon (SLAPP).

Personnellement, je songe à poursuivre Barrick Gold pour dommage au bien privé et atteinte à la réputation. En effet, la lecture de leur lettre ayant provoqué chez moi un relâchement des sphincters tels que certains liquides physiologiques à forte dose d'ammoniaque (remarquez, c'est moins pire que le cyanure...) se sont répandus sur ma chaise de bureau, la rendant ainsi inadéquate à mon rôle d'acteur social responsable, et me faisant du coup perdre des revenus importants, en plus de ruiner ma réputation auprès de mes amis qui me considèrent à présent comme un vieux sénile incontinent...

BRUNO DUBUC

Le silence est d'or...

Lors de la dernière campagne électorale, aucun des partis n'a parlé de ce qui se passe en Afrique alors que plusieurs compagnies canadiennes ou étrangères enregistrées ici font des affaires d'or là-bas avec l'aide du gouvernement, donc de l'argent des contribuables. Devrait-on s'en étonner? C'est tout de même pas rien. De la part du parti gouvernant ça se comprend puisqu'il est impliqué, mais du côté de l'opposition c'est tout de même surprenant. Personne non plus pour se porter à la défense de quelques Canadiens et Canadiennes, victimes d'un SLAPP de la part d'une de ces compagnies aurifères, pour avoir dénoncé les agissements criminels de compagnies canadiennes installées là-bas. Dites- donc chers politiciens et politiciennes auriez-vous reçu vous aussi une « SLAPP shot »? Nous, pauvres électeurs intéressés à connaître ceux qui nous gouvernent aimerions bien connaître votre point de vue là-dessus. Que faites-vous avec nos capitaux, capitaines à la dérive? Vous n'avez jamais été si sombres que depuis que vous nous parlez de transparence.

RENÉ GIRARD

Trouver l'erreur

Dans son édition du mardi 23 septembre dernier, le quotidien *Le Devoir* publiait en page A3 un article intitulé « Barrick Gold met Écosociété en demeure de ne plus utiliser l'expression "poursuite-bâillon" ». Le journaliste Alexandre Shields y poursuivait sa couverture attentive et cohérente de cette saga kafkaïenne. Attention et cohérence qui font malheureusement défaut à son journal puisque en page A2, juste en face de l'article, une pleine page de pub avait été accordée à... Rio Tinto Alcan qui se vantait d'être « le leader mondial de l'industrie de l'aluminium », de « produire bien plus que de l'aluminium » et de « produire du bien-être ».

Et le projet de mine de bauxite auquel a participé Alcan au Kashipur, en Inde, ça ne vous rappelle rien? Brutalité policière et répression politique ayant engendré des douzaines de prisonniers politiques, trois morts, des dizaines de blessés graves et la militarisation excessive du Kashipur et de Kalinganagar; risques environnementaux menaçant directement les vies des dizaines de milliers de Dalits et d'Adivasis qui peuplent la région, et qui dépendent de l'agriculture et de l'approvisionnement en eau potable; etc. Diantre, on croirait lire *Noir Canada*...

YVON D. RANGER